

## L'ÉVOLUTION DE LA LÉGISLATION DEPUIS 1998

---

**Le contexte :** Au vu des taux de récidive, de la précarité des soins préventifs et curatifs dans le domaine des infractions à caractère sexuel, nécessité d'une loi pour répondre à plusieurs objectifs :

- Lutter contre les comportements sexuels préjudiciables à ceux qui sont les plus vulnérables (les enfants);
- Engager les médecins dans une pratique de soins dont les indications ne reposaient pas (encore) sur des données cliniques et épidémiologiques fiables;
- Enfin, instituer un véritable statut spécifique et protecteur des enfants victimes d'agressions sexuelles, améliorer leur situation au cours de la procédure pénale et favoriser la prise en compte de leur parole.

La **loi du 17 juin 1998**, relative à la prévention et à la répression des infractions sexuelles ainsi qu'à la protection des mineurs, a été créée à l'initiative de la ministre de la Justice Elisabeth Guigou.

Elle prévoit d'une part des mesures concernant les auteurs des infractions sexuelles :

- Des mesures préventives avec la mise en place des peines de suivi socio-judiciaire avec ou sans injonctions de soins et la création du Fichier national automatisé des empreintes génétiques des auteurs (le FNAEG)
- Des mesures répressives avec l'aggravation des peines pour les infractions sexuelles contre des mineurs de moins de 15 ans, la condamnation des agressions sexuelles contre des mineurs commises à l'étranger par des français, la sanction des infractions sexuelles à travers les nouvelles techniques et la création du délit de bizutage.

D'autre part, la loi prévoit des mesures concernant les mineurs victimes d'infractions sexuelles :

- Report du point de départ du délai de prescription de l'action publique pour les crimes commis contre les mineurs à la majorité
- Renforcement du rôle de l'administrateur ad hoc
- Prise en charge à 100% par la sécurité sociale des soins consécutifs à des viols et agressions sexuelles commis sur
- Motivation de l'avis de classement du Procureur de la République
- Possibilité d'une expertise médico-psychologique
- Enregistrement audiovisuel des auditions des mineurs victimes

6 circulaires et 5 décrets d'application sont venus préciser cette loi.

La **circulaire d'application du 1<sup>er</sup> octobre 1998** concerne le suivi socio-judiciaire et la **circulaire du 14 décembre 1998** est relative à la préparation du fonctionnement du fichier national des empreintes génétiques.

La **circulaire du 20 avril 1999** rend obligatoire l'enregistrement, avec le consentement du mineur ou de son représentant légal, précise les conditions de forme de l'enregistrement, limite les auditions à la suite d'un enregistrement et met en place des moyens et des techniques. L'objectif est de limiter le caractère particulièrement éprouvant de ces moments de procédure et éviter au mineur de répéter, à maintes reprises, ce qu'il a vécu, sachant que « redire, c'est revivre ».

Un **décret du 7 juillet 1999** relatif au suivi socio-judiciaire précise le rôle du juge de l'application des peines et les dispositions particulières applicables aux personnes exécutant une peine privative de liberté.

Les **décrets du 7 septembre 1999 et du 16 septembre 1999** instituent une commission administrative nationale chargée de donner un avis au Ministre de l'Intérieur sur la mise en circulation et les mesures d'interdiction des vidéos et jeux vidéo en vue de la protection des mineurs.

Le **décret du 18 mai 2000** relatif au fichier des empreintes génétiques instaure le fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) permettant la centralisation de données ADN relatives aux crimes sexuels.

Le **décret du 18 mai 2000** est relatif à l'injonction de soins et instaure le fichier national automatisé des empreintes génétiques (FNAEG) dont les modalités sont précisées par la **circulaire du 10 octobre 2000**.

La **circulaire du 20 juillet 2001** vient assurer la mise en place effective du FNAEG.

La **loi du 9 septembre 2002** dites loi Perben modifie profondément la politique judiciaire concernant les mineurs :

- Abaissement de l'âge de la majorité pénale à dix ans
- Sanctions éducatives dès treize ans
- Aggravation des peines pour outrage contre les enseignants
- Créations de centres éducatifs fermés et d'établissements pénitentiaires pour mineurs

Les dispositions nouvelles de la loi Perben interpellent les éducateurs dans leurs pratiques, eu égard à l'augmentation de la délinquance juvénile. En outre, les conseillers principaux d'éducation doivent informer les élèves et les familles sur les dispositions de la loi Perben, renforcer le partenariat et sensibiliser à la question des outrages. Ainsi, les équipes des établissements doivent se mobiliser pour maîtriser la vie scolaire, associer les élèves et les familles et pratiquer un accompagnement à la fois ferme et bienveillant des jeunes scolarisés.

La **loi du 9 mars 2004** dites loi Perben II supprime l'obligation de motivation de l'avis de classement du Procureur de la République.

La **circulaire du 2 mai 2005** prévoit que les magistrats du parquet doivent être avisés sans délai de tout empêchement à l'enregistrement pour apprécier son bien-fondé et rappeler le cas échéant les exigences légales.

La **loi du 5 mars 2007** réformant la protection de l'enfance poursuit trois objectifs :

- Renforcer la prévention
- Améliorer le dispositif d'alerte et de signalement
- Diversifier les modes d'intervention auprès des enfants et de leur famille

Cette loi a rendu obligatoire l'assistance du mineur victime par un avocat lors de son audition par le juge d'instruction. Elle a en aussi supprimé l'exigence de consentement du mineur ou de son représentant concernant l'enregistrement audiovisuel des auditions. En outre, seuls le Procureur de la République et le juge d'instruction peuvent décider qu'un enregistrement sera exclusivement sonore si l'intérêt du mineur le justifie.

La **loi du 14 mars 2016** relative à la protection de l'enfant tend à améliorer la gouvernance nationale et locale de la protection de l'enfance au moyen de trois objectifs :

- Une meilleure prise en compte des besoins et des droits de l'enfant
- L'amélioration du repérage et du suivi des situations de maltraitance, de danger ou de risque de danger
- Le développement de la prévention à tous les âges de l'enfance

Cette loi vise à garantir la prise en compte des besoins fondamentaux de l'enfant, à soutenir son développement physique, affectif, intellectuel et social et à préserver sa santé, sa sécurité, sa moralité et son éducation, dans le respect de ses droits.

Elle a également pour but de sécuriser le parcours de l'enfant en protection de l'enfance, et adapter le statut de l'enfant placé sur le long terme.

La **loi du 3 août 2018** renforçant la lutte contre les violences sexuelles et sexistes : certaines dispositions en faveur des mineurs victimes :

- Allongement de la prescription à 30 ans à compter de leur majorité
- Modification et extension de l'infraction de crime en faveur de l'auteur mineur désormais considéré comme une victime dans le cas de violences sexuelles imposées

La **loi du 28 décembre 2019** visant à agir contre les violences faites aux femmes prévoit la suspension de plein droit de l'exercice de l'autorité parentale et des droits de visite et d'hébergement du parent poursuivi ou condamné, même non définitivement, pour un crime commis sur l'autre parent, jusqu'à la décision du juge pour une durée maximale de 6 mois, à charge pour le procureur de la République de saisir le JAF dans un délai de 8 jours.

Elle prévoit par ailleurs la décharge des enfants de l'obligation alimentaire (pension de réversion) envers un parent qui a commis un crime ou un délit (liste exhaustive).